

M23/AFC : un projet politique non mûri

M23/AFC suit, lui aussi, le schéma lumubiste de la médiocrité.



Goma : le M23/AFC formule ses conditions pour accélérer le processus de paix.

Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi 3 juin 2025 dans la ville de Goma, les responsables du M23/AFC ont exprimé une série de revendications à l'endroit du gouvernement congolais.

Cette déclaration intervient après ce que le mouvement qualifie de « dix actes de bonne foi » [ceux qu'il a] posés dans le cadre des pourparlers de paix en cours à Doha.

Dans sa communication, le M23/AFC appelle Kinshasa à adopter des mesures de réciprocité pour instaurer un climat de confiance propice à l'aboutissement du processus¹. Parmi les principales demandes figurent :

¹ Dans une négociation, l'M23/AFC n'a pas besoin d'un climat de confiance. L'alliance a besoin des garanties politiques formelles de sa bonne foi. Elle se doit à son tour de garantir au gouvernement sa bonne foi par le respect des procédures convenues ensemble.

La levée de l'interdiction légale de dialogue avec le M23-AFC votée par le Parlement congolais, afin de garantir la légalité de tout accord signé à Doha, (1) l'annulation des mandats d'arrêt et des poursuites judiciaires visant les cadres du mouvement, ainsi que (2) la libération des personnes arrêtées pour leurs liens familiaux ou sociaux avec ses membres, (3) la réouverture des banques dans les zones sous contrôle du M23, dénonçant une mesure pénalisant injustement les populations locales, (4) la fin des discours de haine et (5) de la stigmatisation envers les Congolais d'expression rwandophone, et (6) la garantie de leur liberté de circulation à travers le pays, (7) la reconnaissance officielle du processus de Doha par le président Félix Tshisekedi et (8) l'envoi de délégués dûment mandatés par la République, (9) le respect du droit des Congolais rwandophones à obtenir ou renouveler leur passeport national².

Pour le M23/AFC, ces conditions constituent une étape cruciale pour garantir un dialogue franc et crédible, mais aussi pour envisager un retrait progressif des grandes villes comme Goma et Bukavu³.

La situation reste tendue, et ces revendications pourraient marquer un tournant dans la dynamique des négociations de Doha. Reste à savoir quelle sera la réponse officielle du gouvernement congolais face à ces exigences.

CHRONIQUES DE JAMES MUKESHABA ANTENNE DE GOMA

Suivez-nous sur notre compte X officiel pour ne rien rater de nos actualités :

<https://x.com/JamesMukeshaba?t=ouwDno9V2cxlafR9oe7kqA&s=09>

² Cette demande montre que le tandem M23/AFC ne sait pas ce qu'il veut. À part le (1) qui est inique de tout évidence, toutes les autres conditions, de (2) à (9), dans une négociation entre adulte, n'appellent pas une quelconque discussion. Si Kinshasa ne peut se plier à ces exigences, ce qu'il est, à coup sûr, la cause de la continuation pour un temps de la guerre à l'Est. Passer son temps à discuter de telles conditions, démontre l'immaturité du projet M23/AFC et doit obliger le peuple à se méfier définitivement de ce groupe, ainsi que nous l'avons conseillé depuis le début.

³ Si le M23/AFC se retire de grandes villes, où iront-ils créer le nouveau foyer de leurs meurtres et assassinats dont se plaignent les peuples de Goma et de Bukavu ?